



DISCOURS DE M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

63^{ème} Assemblée Générale des Nations Unies

New York – Mardi 23 septembre 2008

Mesdames et Messieurs les chefs d'Etat et de Gouvernement,
Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies,
Monsieur le Président de l'Assemblée Générale,
Mesdames et Messieurs les représentants de tous les peuples du monde,

Je veux vous apporter le salut fraternel de l'Europe, de l'Europe qui est consciente de ses responsabilités, de l'Europe qui veut agir, de l'Europe qui est fidèle à ses valeurs : la démocratie, la liberté. De l'Europe qui est fidèle à ses amis, mais de l'Europe qui veut parler à tout le monde, au service du dialogue et de la paix.

Au moment où le monde va mal, je suis venu vous dire, au nom de l'Europe, qu'au milieu de tant de difficultés, la communauté internationale a une responsabilité politique, une responsabilité morale qu'il nous faut assumer.

Mais souvenons-nous que si nous sommes aujourd'hui réunis ici, c'est parce qu'après l'un des drames les plus terribles qu'ait connus l'humanité, des femmes et des hommes de bonne volonté ont voulu qu'à l'avenir plus personne au monde ne puisse dire face au malheur : « Nous n'y pouvons rien ». C'est pour cela que nous sommes ici. Parce que ceux qui nous ont précédés n'ont pas voulu renoncer.

L'Europe pense qu'aujourd'hui notre devoir est d'agir et de refuser de subir. Nous ne pouvons plus attendre.

Nous commençons à mesurer les conséquences dramatiques d'avoir déjà trop attendu.

On ne peut pas attendre pour faire la paix et mettre fin à la tragédie du Darfour. On ne peut pas attendre pour lutter contre le terrorisme. On ne peut pas attendre pour conjurer la crise alimentaire qui condamne tant d'êtres humains à mourir de faim.

On ne peut pas attendre pour préparer le monde de l'après-pétrole, pour lutter contre le réchauffement climatique, pour sauver les océans, pour en finir avec les dumpings monétaires, sociaux, écologiques. On ne peut pas attendre pour moraliser le capitalisme financier.

Trop longtemps nous tous, nous nous sommes résignés à l'impuissance. Trop longtemps nous avons reculé devant la nécessité de doter le monde globalisé des institutions qui permettront de le réguler.



On ne peut pas gouverner le monde d'aujourd'hui, celui du XXI^{ème} siècle avec les institutions du XX^{ème} siècle. Nous avons un siècle de retard.

Que les grandes puissances d'aujourd'hui et celles de demain s'unissent pour assumer ensemble les responsabilités que leur confère leur poids dans les affaires du monde. Je sais bien que, parmi vous, certains hésitent mais à ceux qui hésitent je veux dire qu'élargir le Conseil de Sécurité, qu'élargir le G8, ce n'est pas qu'une question d'équité, c'est une question d'efficacité.

Nous ne pouvons plus attendre pour élargir le Conseil de Sécurité. Nous ne pouvons plus attendre pour transformer le G8 en G14, pour y faire entrer la Chine, pour y faire entrer l'Inde, pour y faire entrer l'Afrique du Sud, le Mexique, le Brésil. L'Italie propose un grand pas dans cette direction lors du prochain sommet qu'elle accueillera. L'Italie a raison !

Il faut faire en sorte qu'enfin nos institutions internationales soient plus représentatives, parce que si elles sont plus représentatives, nos institutions seront plus fortes, plus efficaces et plus respectées.

Un monde nouveau est en train de naître à travers tous les succès mais aussi toutes les crises qui secouent la planète. Mais ce monde nouveau, nous ne devons pas le subir, nous devons le construire.

Apprenons à gérer collectivement les crises les plus aiguës que nul pas même les plus puissants d'entre nous ne peuvent résoudre seuls. Ma conviction, c'est que le devoir des chefs d'Etat et de Gouvernement des pays les plus directement concernés est de se réunir avant la fin de l'année pour réfléchir ensemble aux leçons à tirer de la crise financière qui est la plus grave qu'ait connue le monde depuis celle des années 30. Qui pourrait comprendre que les principales économies ne prennent pas le temps de se réunir pour discuter de ce que nous devons faire ensemble, des leçons que nous devons tirer de ce qui s'est passé ?

Reconstruisons ensemble un capitalisme régulé où des pans entiers de l'activité financière ne seront pas laissés à la seule appréciation des opérateurs de marché. Reconstruisons un capitalisme où les banques feront leur métier et le métier des banques, c'est de financer le développement économique, ce n'est pas la spéculation. Reconstruisons un capitalisme où les règles prudentielles s'appliqueront à tous et serviront à prévenir et à amortir les crises au lieu de les aggraver. Construisons un capitalisme où les agences de notation seront contrôlées et sanctionnées lorsque cela sera nécessaire. Où la transparence des transactions remplacera l'opacité. L'opacité est telle qu'aujourd'hui, on a du mal à comprendre même ce qui se passe. Où les modes de rémunération ne pousseront pas à des prises de risque déraisonnables et où j'assume mes responsabilités en disant que ceux qui ont mis en danger l'argent des épargnants soient sanctionnés et assument enfin leurs responsabilités. C'est possible d'y arriver à une condition : que nous travaillions ensemble.

Dans notre monde globalisé le sort de chacun est lié à celui de tous les autres. L'année prochaine à Copenhague s'achèvera la négociation commencée à Bali sur le changement climatique. Quels que soient nos intérêts particuliers, nous n'avons pas le droit d'échouer !

L'Europe adoptera au mois de décembre un ensemble de mesures sans précédent sur l'énergie et sur le climat. L'Europe ne veut pas donner de leçon, l'Europe veut donner l'exemple.

L'Europe veut donner l'exemple aussi en agissant pour la paix. L'Europe l'a fait en Géorgie. L'Europe l'a fait avec l'Union pour la Méditerranée. Parce que l'Europe a entrepris depuis plus d'un demi siècle de mettre un terme au cycle sans fin de la guerre, de la vengeance, de la haine qui la conduisait périodiquement au bord du gouffre.

L'Europe ne veut pas de la guerre.



L'Europe ne veut pas de la guerre des civilisations.

L'Europe ne veut pas de la guerre des religions.

L'Europe ne veut pas de la guerre froide.

L'Europe veut la paix. Et c'est parce qu'elle veut la paix que l'Europe dit à la Russie qu'elle veut avoir avec elle des liens de solidarité, qu'elle veut bâtir un avenir partagé. L'Europe veut être le partenaire de la Russie. Pourquoi ne pas construire, à l'échelle de tout le continent, un espace économique commun qui unirait la Russie et l'Europe ? Mais l'Europe dit à la Russie avec la même sincérité qu'elle ne peut pas transiger sur le principe de la souveraineté et de l'indépendance des Etats, de leur intégrité territoriale et du respect du droit international. L'Europe dit à tous les Etats qu'elle ne peut pas accepter le recours à la force pour régler un différend.

L'Europe dit à l'Iran qu'elle le respecte, que l'Iran a droit à l'énergie nucléaire civile. Que l'Europe ira jusqu'au bout du dialogue. Mais l'Europe dit à l'Iran avec la même sincérité qu'elle ne peut pas accepter qu'il se dote d'une arme nucléaire qui mettrait en danger la paix et la stabilité de toute la région. L'Europe ne peut pas tolérer non plus je le dis solennellement que l'Iran appelle à la destruction de l'Etat d'Israël.

L'Europe dit à Israël qu'elle est son amie, qu'elle ne laissera personne menacer son existence. L'Europe lui dit qu'elle sera toujours à ses côtés pour combattre le terrorisme. Mais l'Europe dit à Israël aussi, avec la même sincérité, qu'il n'y aura pas de paix tant qu'il n'y aura pas un Etat palestinien viable avec des frontières reconnues.

L'Europe dit à l'Afghanistan qu'elle restera engagée à ses côtés, qu'elle ne permettra pas à des barbares alliés à Al Qaïda de prendre de nouveau en otage tout un peuple et de transformer tout un pays en base terroriste !

L'Europe dit à la Somalie qu'elle l'aidera, Monsieur le Secrétaire Général, avec le soutien de l'ONU, à lutter contre le fléau de la piraterie au large de ses côtes. Alors, que tous les Etats du monde s'associent pour créer une police des mers. On ne peut pas laisser quelques centaines de pirates mettre en cause la libre circulation des navires dans le monde.

L'Europe dit à l'Afrique qu'elle va s'engager à ses côtés dans le co-développement, qu'elle veut être votre partenaire privilégié, qu'elle a avec l'Afrique une communauté de destin, une solidarité profonde. L'Europe dit à l'Afrique qu'elle a sa place parmi les membres permanents du Conseil de sécurité et dans le G8 élargi. Comment imaginer régler les grandes affaires du monde en ignorant le continent africain ou le continent sud-américain ou toute une partie de l'Asie ? L'Europe croit dans la renaissance africaine, qui est en marche et qui est d'abord entre les mains des Africains et particulièrement entre les mains de la jeunesse africaine qui est la jeunesse du monde.

Au fond, ce qui nous rassemble dans cette enceinte où chacun est obligé d'écouter l'autre et par là de lui témoigner une forme de respect, ce qui nous rassemble c'est quelque chose de plus fondamental encore que la démocratie. Ce qui nous rassemble, c'est le respect de la dignité de chacun tel qu'il est, dans la diversité de ses opinions, de sa culture, de ses croyances. La dignité de l'Homme est une valeur universelle. Ce qu'il nous faut promouvoir partout, c'est le respect de cette diversité. C'est comme cela que nous construirons la paix et de la fraternité humaine et que nous combattons l'intolérance, la haine, la violence, l'obscurantisme et le fanatisme.

Voilà donc ce que veut l'Europe : des peuples unis dans le respect, la compréhension, la solidarité des peuples unis à travers le monde qui travaillent ensemble à la grande cause commune de la sauvegarde de l'Humanité.



Mesdames et Messieurs les chefs d'Etat et de Gouvernement, le temps presse, le monde ne peut pas attendre.

Je vous remercie.